



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la réglementation et de l'environnement

**ARRÊTÉ**

Arrêté de restitution de somme consignée

Société PURFER  
RD 147  
quartier de la gare  
69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Etablissement :  
ZI Nord – 20 rue Paul Sabatier  
71100 CHALON SUR SAONE

N° *D L P E / B E N V / 2 0 1 6 - 1 6 2 - 1*

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 172-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 76-145 délivré le 17 juin 1976 à la société CLEMENDOT-ROUTABOULE sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône - Zone industrielle - rue Paul Sabatier - 71100 CHALON SUR SAONE ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant en date du 22 septembre 2008 au profit de la SAS PURFER ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-01862 du 6 mai 2009 portant agrément de centre VHU délivré à la société PURFER ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°11-04243, en date du 19 septembre 2011 mettant en demeure, dans un délai de un mois, la société PURFER, de respecter l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013316-007 du 12 novembre 2013 portant consignation ;

**Vu** l'inspection réalisée par les services de la DREAL, le 15 avril 2016 ;

**Considérant** que les travaux réalisés participent à satisfaire aux termes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2011 susvisé et qu'il y a lieu de procéder à la restitution des sommes correspondantes,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## ARRETE

**Article 1** - La procédure de restitution des sommes consignées en application de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2013 portant consignation, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société PURFER située RD 147, quartier de la gare à SAINT PIERRE DE CHANDIEU (69780).

**Article 2** - Les sommes consignées peuvent être restituées à la société PURFER en raison de l'exécution des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 30 000 euros.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

**Article 4** – M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, Mme la directrice départementale des finances publiques, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, M. le maire de Chalon sur Saône sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PURFER. Une copie en sera adressée à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon.

Fait à Mâcon, le 10 JUIN 2016

Le Préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

  
Bachir BAKHTI